’Un peu plus d’avenir’ : une inflexion du pessimisme ?

Madani Cheurfa

▶ **To cite this version:**

Madani Cheurfa. ’Un peu plus d’avenir’ : une inflexion du pessimisme ? : Baromètre de la confiance politique - vague 9. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2018, pp.3. hal-03612934

HAL Id: hal-03612934

https://sciencespo.hal.science/hal-03612934

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SciencesPo
CEVIPOF

29 janvier 2018

Baromètre de la confiance politique - vague 9

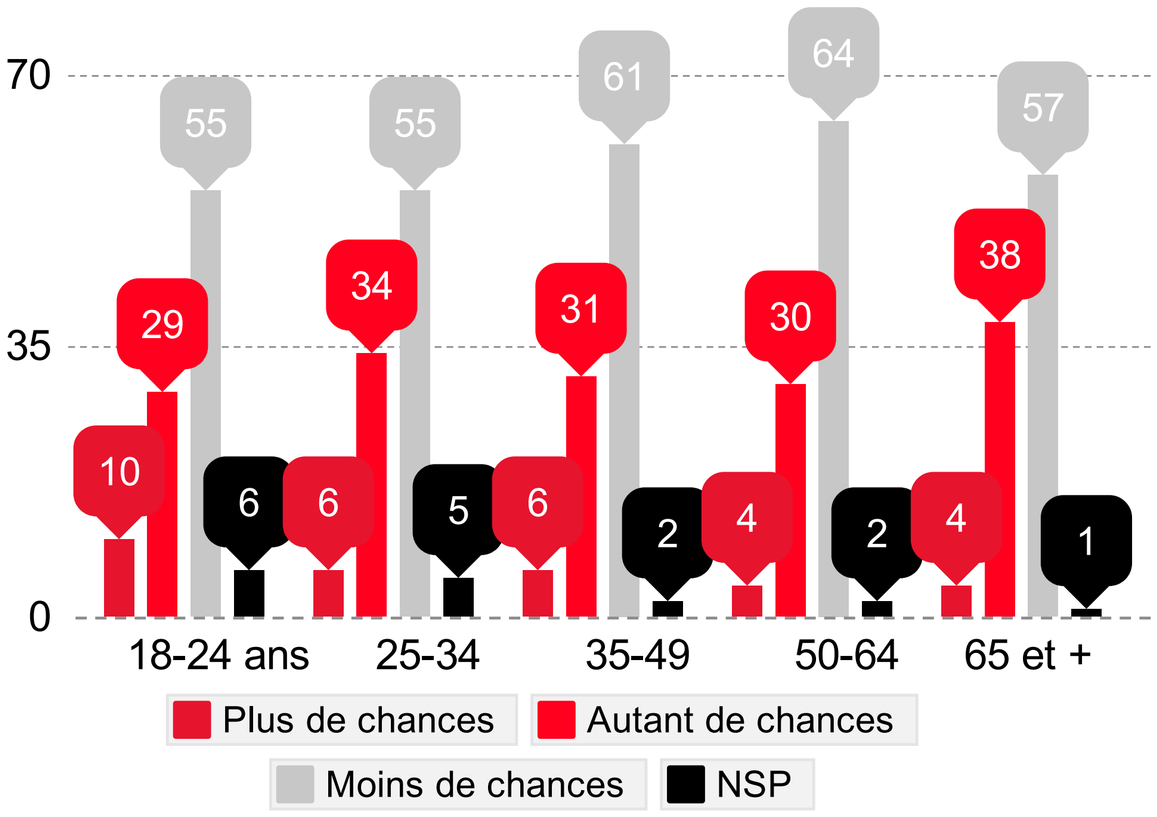
Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

"Un peu plus d'avenir" : une inflexion du pessimisme ?

Madani Cheurfa

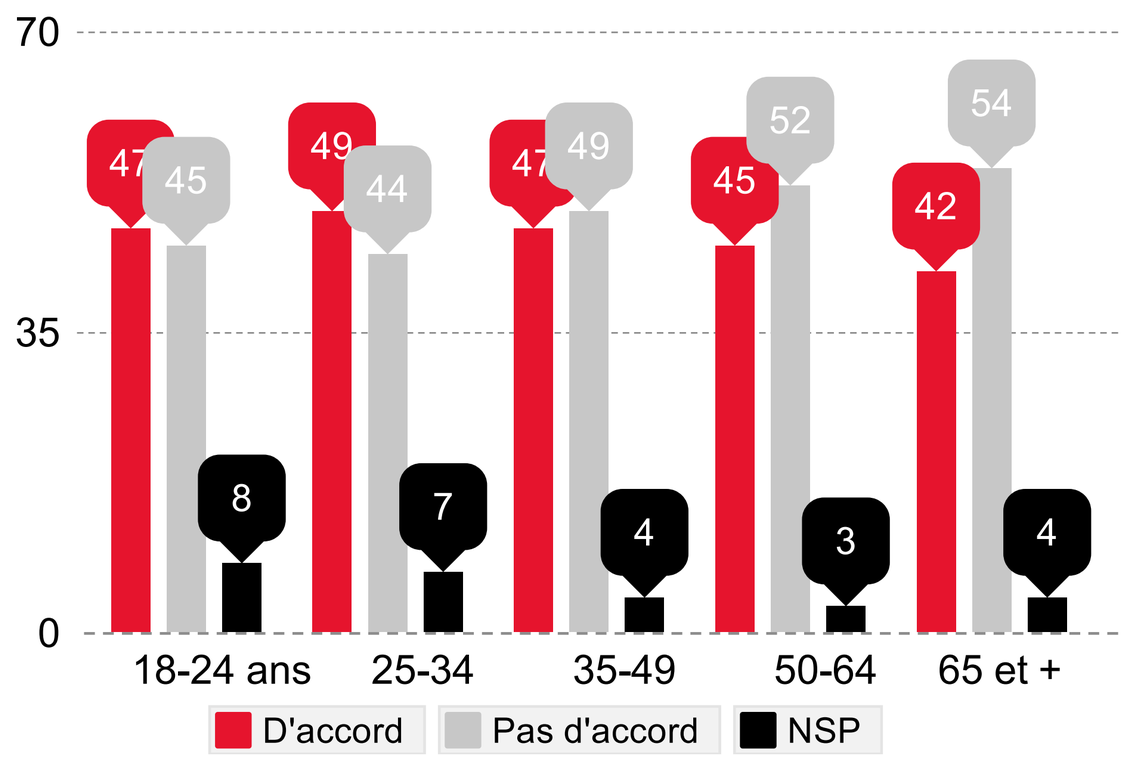
L'enjeu : La défiance caractérise le rapport à la politique des Français. Ce modèle souffre-t-il des exceptions ? Quels acteurs ou institutions politiques recueillent les plus hauts niveaux de confiance dans ce contexte de défiance généralisée ?

74% des personnes interrogées sont d'accord avec l'idée que, les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions.

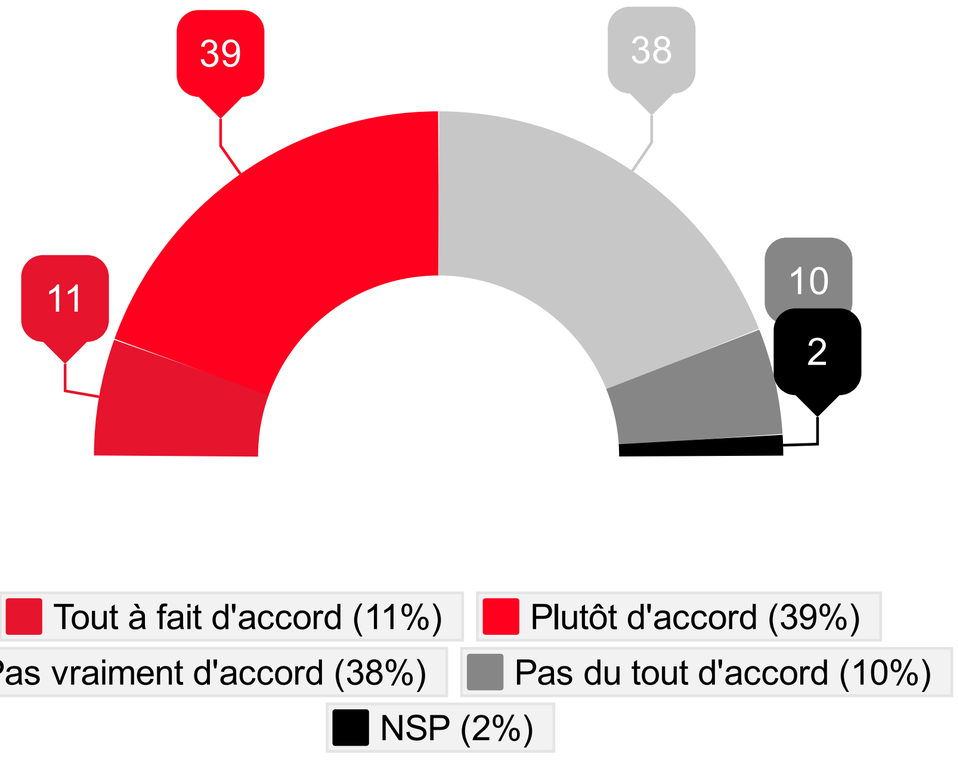


Pensez-vous que les jeunes d'aujourd'hui auront plus, autant ou moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ? (%)

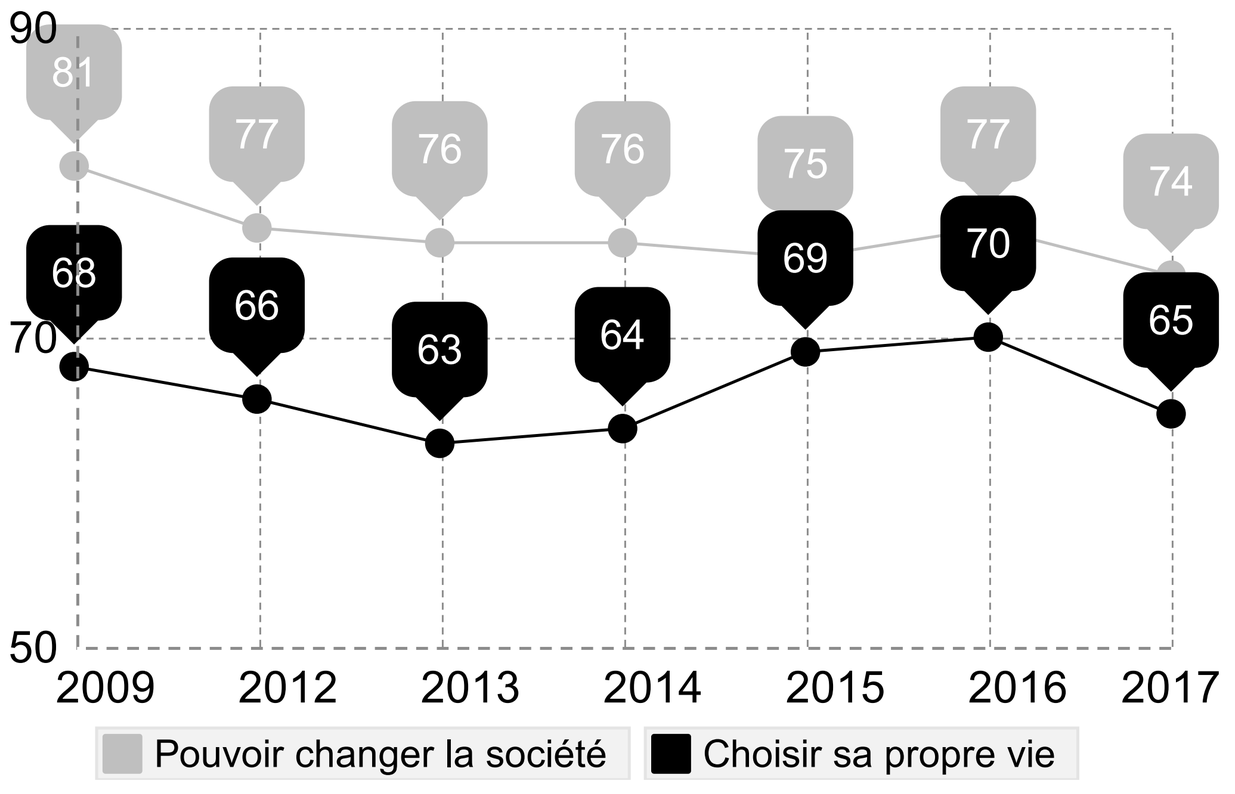
50% des personnes interrogées sont d'accord avec l'idée que, aujourd'hui, pour assurer leur avenir professionnel, les jeunes ont intérêt à quitter la France.



Aujourd'hui, pour assurer leur avenir professionnel, les jeunes ont intérêt à quitter la France (%)



J'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir (%)



Les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions. Les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie. (% d'accord)

Les conclusions cumulées de précédentes notes nous avaient conduits à dresser un constat en berne sur l'enjeu essentiel de la confiance en l'avenir. Aux lendemains des élections présidentielle et législatives de 2017, emplies de promesses d'avenir et d'engagements pour de meilleurs lendemains, quel constat peut-on établir ? La présente note actualise les observations des vagues 6, 7 et 8 au moyen des données de la vague 9 de décembre 2017.

Nous continuons de définir la confiance comme la capacité à se projeter, individuellement comme collectivement, selon une attitude positive. Elle peut donc être comprise comme un pari positif sur l'avenir. On pourrait aller plus loin en comprenant que la façon dont nous nous projetons dans l'avenir agit rétrospectivement sur notre présent. Notre façon de voir et de se représenter l'avenir influence notre comportement présent, plus on est confiants dans l'avenir, plus on agira avec confiance au présent. La confiance en l'avenir revêt donc une importance déterminante pour la confiance dans le présent. Et inversement, notre vision du présent, positive ou négative, détermine notre perception de l'avenir, optimiste ou pessimistes.

Il nous revient alors de comprendre comment les Français envisagent l'avenir, qu'il soit individuel ou collectif. La neuvième vague du Baromètre nous montre que les Français comptent sur eux-mêmes pour faire face à l'avenir (I) et que cet avenir est pensé sur le mode du pessimisme (II). Enfin, notre contrat social a été rédigé pour offrir à chaque nouvelle génération l'avenant garantissant un avenir meilleur que le présent, comment est envisagé le destin des jeunes générations, c'est-à-dire l'avenir de notre avenir (III) ?

I/ L'individualisme comme norme sociale

Depuis 2009, les différentes vagues du Baromètre montrent que les personnes interrogées insistent sur l'autonomie et la responsabilité individuelle pour faire face à la crise. Ainsi 74% des personnes interrogées en décembre 2017 (77% en décembre 2016 et 75% en 2015) estiment que les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions. Ce premier résultat doit être associé à la défiance politique.

En effet, la vague 9 du Baromètre nous montre que 69% des interrogés disent n'avoir confiance ni en la gauche ni en la droite pour gouverner le pays (52% en 2012, 63% en 2016). La parole politique n'étant considérée comme ni solide ni crédible, les citoyens s'en remettent à eux-mêmes pour changer la société. Ce dépit nous semble être la première face d'un individualisme qui se définit de l'autre côté par la responsabilité.

Il faut observer que 50% (55% en 2016) des interrogés estiment avoir une liberté et un contrôle total sur leur propre avenir. Dans le détail, 11% sont tout à fait d'accord, 39% sont plutôt d'accord, contre 38% qui ne sont pas vraiment d'accord et 10% qui ne sont pas du tout d'accord avec cette idée. Dans le même ordre d'idée, 65% des interrogés pensent que les gens ont la possibilité de choisir leur propre vie (70% en 2016). Nous assistons ainsi à la confirmation, quelque peu en baisse par rapport à l'an passé, de l'affirmation de cet individualisme imposé, à soi (comme réponse à la carence de l'action politique) et aux autres (en rendant chacun responsable de sa situation). Cet individualisme français est conjointement une règle personnelle et une norme sociale. On le retrouve dans la question du rapport à l'avenir.

II/ Un avenir perçu comme peu générateur de confiance

Commençons par comprendre quel pronostic portent les personnes interrogées sur leur avenir personnel : optimiste ou pessimiste ?

Une question est régulièrement posée depuis 2009 selon cette formulation : « Je suis toujours optimiste quand je pense à mon avenir : êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, ni d'accord ni pas d'accord, pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord ? ». Ce type d'optimisme est présent pour 45% des interrogés en 2009 mais n'est plus que de 34% en 2013 et remonte à 36% en 2014, 2015, 2016 et 2017.

L'avenir n'est ainsi pas vu sous les meilleurs auspices et ce constat est plutôt répandu à travers les différentes catégories socioprofessionnelles, même si les niveaux diffèrent entre les CSP+ et les CSP-, les premières étant moins pessimistes que les premières. On constate ainsi que 43% des CSP+ (39% en 2015 et 37% en 2016) sont toujours optimistes quand elles pensent à leur avenir (28% ni d'accord ni pas d'accord, 27% pas d'accord). De leur côté, les employés et ouvriers sont 34% (36% en 2015, 34% en 2016) à être toujours optimistes au sujet de leur avenir (33% ni d'accord ni pas d'accord, 30% pas d'accord).

En somme, la part des Français qui disent exercer un contrôle sur leur avenir et être toujours optimistes reste à des niveaux semblables à ceux des quatre années précédentes. L'optimisme, en baisse depuis 2009, motive une personne sur trois. L'une des raisons est qu'il n'y a pas d'événements récents générateurs de confiance dans l'avenir, en effet, 62% des personnes interrogées répondent négativement à la question« Y a-t-il, dans les années récentes, un ou des événement(s) qui vous ont conduit à avoir confiance dans l'avenir ? », contre 36% qui répondent positivement.

On le voit, entre individualisme et optimisme, la confiance en l'avenir, quand elle existe, est avant tout une confiance individuelle dans ses propres capacités à diriger sa vie.

III/ Générations de demain : un moindre pessimisme

Comment notre capacité à se projeter individuellement dans l'avenir se conjugue-t-elle avec notre capacité à nous projeter en tant que collectif ? L'individualisme, comme norme sociale, affecte-t-il les représentations d'un avenir collectif et commun ? Pour y répondre, considérons de quelle façon notre futur collectif, et plus particulièrement celui des jeunes générations, est envisagé. Le Baromètre nous permet de mesurer les opinions sur l'avenir professionnel des jeunes et sur le destin des générations à venir.

45% des interrogés de décembre 2017 (51% en 2015, 48% en 2016) estimaient que, pour assurer, aujourd'hui, leur avenir professionnel, les jeunes ont intérêt à quitter la France. Ce score est en baisse progressive, mais il reste élevé pour une question aussi sensible. 50% des personnes interrogées ne sont pas d'accord et enfin 5% ne répondent pas.
Ce constat peut être détaillé pour mettre en avant des différentes sociales et politiques. Il existe, par exemple, une grande différence selon le positionnement politique. Ce score est de 45% de réponses "d'accord" pour tout l'échantillon représentatif est de 52% (66% en 2015, 62% en 2016) chez ceux qui se positionnent politiquement à droite et de 33% chez ceux qui se placent à gauche (idem en 2015 et en 2016).
Socialement, on ne rencontrait guère de différences entre les CSP+ et les CSP- lors des vague précédentes : 49% et 51% en 2013, 50% et 55% en 2014, 44% et 47% en 2015, 48% et 47% en 2016. On en trouve encore moins en 2017 avec un score semblable pour les deux catégories socioprofessionnelles : 47%.
En 2016, la réponse des 18-24 ans avait retenu toute notre attention : 56% d'entre eux disaient être accord avec l'idée que leur avenir professionnel devrait s'accomplir à l'étranger (48% en 2013, 60% en 2014, 55% en 2015), dont 17% (11% en 2015), soit près de deux jeunes sur dix, tout à fait d'accord. Ces 18-24 ans se distinguaient ainsi des autres classes d'âge par ses réponses en faveur d'un avenir, choisi ou subi, ailleurs qu'en France. En 2017, cette classe d'âge rejoint la tendance de ses aînés et se distingue moins. 47% des 18-24 ans sont désormais d'accord avec l'idée que pour assurer leur avenir professionnel, les jeunes ont intérêt à quitter la France, 49% chez les 25-34 ans ou 27% chez les 35-49 ans. Le pessimisme quant à l'avenir est en baisse mais il demeure à des niveaux élevés.

Le deuxième enjeu pour caractériser l'avenir revient à savoir si les générations d'aujourd'hui sont perçues comme ayant moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain. 59% des personnes interrogées lors de la vague de 2017 pensent qu'ils auront moins de chances (67% en 2009, 72% en 2013, 72% en 2014, 65% en 2015, 64% en 2016). Seulement 5% pensent qu'ils auront plus de chances (3% en 2015 et 4% en 2016). Notons que ce pessimisme se retrouve plus chez les CSP-, 64% (74% en 2014, 65% en 2015, 68% en 2016) que chez les CSP+, 57% (72% en 2014, 64% en 2015, 60% en 2016). Il est, de surcroît, partagé par toutes les classes d'âges (le minimum se trouve chez les plus jeunes de 18-24 ans et de 25-34 ans avec 55% ; le maximum est de 64% chez les 50-64 ans).

Le pessimisme s'agissant d'avenir, par le truchement des jeunes et du destin des générations futures, prédomine donc. Il se maintient à des niveaux notables, même s'il est en baisse par rapport aux éditions précédentes du Baromètre.

Conclusion : Une inflexion du pessimisme face à l'avenir ?

En conclusion, deux réponses sont possibles à la question de savoir comment les personnes interrogées envisagent leur avenir.
Premièrement, il existe un individualisme, choisie ou subie, dont le credo rend chacun responsable de sa situation, heureuse comme malheureuse. Cet état d'esprit, déjà bien connu des enquêtes sociologiques, pose un sérieux défi à la France en termes de solidarité et de fraternité : notre futur commun a-t-il de l'avenir ?
Deuxièmement, la confiance, que nous avons définie comme un pari, positif, sur l'avenir, ne caractérise pas le rapport à l'avenir. Dans l'esprit des personnes interrogées, le présent semble contaminé par la lassitude, et l'avenir reste terni par un pessimisme auquel les jeunes générations n'échappent pas : leur avenir professionnel est envisagé hors de France par presque une moitié des personnes interrogées et on pense que les générations d'aujourd'hui vivront moins bien dans la société de demain.
Ce pessimisme, s'il reste bien présent dans les réponses des personnes interrogées, connaît toutefois une inflexion, dont l'avenir nous dira si elle se confirme.

L'auteur

Madani Cheurfa

madani.cheurfa@sciencespo.fr

Les données et les résultats

www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/

@CEVIPOF

fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez